

Les programmes de Première BAC PRO

L'accroissement du nombre de fonctionnaires, d'employés de bureau et de commerce illustre le développement des bureaux dans les entreprises, l'essor du commerce et la croissance de l'État à partir de la seconde moitié du XIXe siècle ; ces transformations contribuent à la **féminisation des emplois***.

Notions et mots-clés :

Féminisation des emplois ; exode rural ; usine ; question sociale

Capacités travaillées :

- **Construire** une frise chronologique identifiant les acteurs de la question sociale, leurs modalités d'action et les principales avancées sociales sur la période étudiée (métropole et colonies).
- **Contextualiser** une/des œuvre(s) mettant en scène des femmes ou des hommes au travail pour conduire une analyse historique.
- **Raconter** individuellement ou collectivement le quotidien d'une femme ou d'un homme au travail au XIXe siècle ou dans la première moitié du XXe siècle à partir de recherches dans la région du lycée des élèves (écomusées, musées et patrimoine industriel, agricole, archives locales, mémoires orales et récits ouvriers par exemple).

Capacités disciplinaires

- **Mémoriser et s'appropriier les notions**
- Connaître les principales notions, les acteurs majeurs et les repères.
- **Identifier les notions dans une ou plusieurs situations.**
- Mobiliser les notions et le lexique acquis en histoire
 - Se repérer
- Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques.
- **Identifier et nommer les dates et acteurs des grands événements.**
- Exemples de mise en œuvre : réaliser une frise chronologique numérique,
 - Contextualiser
- Situer un événement dans son contexte pour l'expliquer.
- **Situer un acteur majeur dans un contexte pour préciser son rôle.**
- **Situer un document dans son contexte pour l'expliquer.**
- Confronter le savoir acquis en histoire avec ce qui est entendu, vu, lu et vécu.
- Exemple de mise en œuvre : recherche sur internet des informations sur un acteur historique ou géographique.
- Construire une démarche historique et la justifier
- Raconter un événement historique, la vie d'un acteur majeur.
- **Suivre une démarche d'analyse historique**
- Questionner un/des documents pour conduire une analyse historique ou géographique.
- Construire une argumentation historique
- **Confronter des points de vue d'acteurs différents.**
- **Dégager l'intérêt et les limites du document.**
- **Justifier des choix, une production.**
- **Exercer son esprit critique.**
- Exemple de mise en œuvre : produire un écrit en plusieurs étapes.
 - Collaborer et échanger en Histoire
- **S'impliquer dans des échanges.**
- **Confronter son point de vue à celui des autres.**
- **Rendre compte à l'oral ou à l'écrit à titre individuel ou collectif.**
- **Travailler en mode projet.**
- Exemples de mise en œuvre : réaliser un travail collaboratif ou une production collective à l'aide de l'outil numérique pertinent. S'enregistrer pour mieux s'exprimer, mieux lire, mieux apprendre...

Documents d'accroche :

« Vous devez sentir qu'il n'est pas convenable que les femmes travaillent, tandis que beaucoup d'ouvriers, même chargés de famille, se trouvent sans ouvrage. » Les imprimeurs des fabriques d'indiennes de Nantes, en 1787

« La femme est destinée à garder la maison. » Aristide Briand, délégué de la Bourse du travail de Saint-Nazaire au congrès de Lyon, en 1886

« Quant à la question de travailler avec la femme et la machine, nous pouvons déclarer d'ores et déjà que cela ne sera pas. » La chambre syndicale des ferblantiers-boîtiers en grève de janvier à août 1909 chez Bernier et Riom, à Nantes

« Les cours d'enseignement ménager faits le soir à l'école Vial sont destinés aux jeunes filles et jeunes femmes qui veulent se perfectionner dans la profession qui incombe à toute femme : celle de bonne maîtresse de maison. » *L'Écho de la Loire*, 1930

Des repères chronologiques sur la période 1804 - 1946

1804 L'autorisation du mari est nécessaire pour exercer une profession.

1826 La première salle d'asile (école maternelle) est créée à Paris.

1861 Julie-Victoire Daubié est la première femme bachelière.

1862 Élisabeth Lemonnier fonde la Société pour l'enseignement professionnel des femmes.

1862 Une école primaire supérieure de jeunes filles est ouverte à Nantes.

1869 À Nantes, Ange Guépin, Florencia Guépin et Prosper Vial créent un atelier-école pour jeunes filles.

1875 Madeleine Brès, à Paris, est la première femme française docteur en médecine.

1877 Les premières « dames du télégraphe » font leur apparition.

1879 Loi Paul Bert créant les écoles normales formant les institutrices.

1880 Les lois Camille Sée créent les lycées de jeunes filles. Programme spécifique ne débouchant pas sur le BAC.

1882 Le deuxième lycée de jeunes filles en France ouvre ses portes à Nantes (c'est le futur lycée Guist'hau).

1884 Les jeunes filles peuvent étudier le Droit.

1892 Le travail de nuit est interdit pour les femmes. La Poste recrute ses premières guichetières.

1896 À Nantes, l'école pratique de commerce et d'industrie pour jeunes filles (la future école Vial) est ouverte.

1899 Le syndicat des sténodactylos est créé.

1900 Jeanne Chauvin est la première femme avocate.

1903 Marie Curie, 1^{er} Prix Nobel féminin

1907 Les femmes disposent librement de leurs revenus. Elles participent aux élections des prud'hommes.

1910 Les enseignantes ont droit à un congé maternité rémunéré.

1913 Le congé maternité est étendu aux ouvrières.

1919 Le salaire des institutrices est aligné sur celui des instituteurs.

1922 Le diplôme d'infirmière est créé.

1924 Loi Bérard, les filles et les garçons bénéficient du même enseignement secondaire.

1946 Le droit à l'égalité des salaires est affirmé.

Des métiers difficiles

Dès le 18^e siècle, l'absence de qualification met en situation de fragilité les femmes qui exercent de petits métiers ou qui travaillent dans la domesticité.

En 1901, 82 % des Nantaises qui travaillent exercent une profession peu ou pas qualifiée. 29 % d'entre elles sont domestiques, 7 % journalières. Leurs conditions de travail ne s'améliorent que lentement. Isolées et soumises à la précarité lorsqu'elles exercent ces emplois, il leur est difficile de faire valoir leurs droits, même au 20^e siècle.

Les servantes ou domestiques

Au 19^e siècle, les femmes qui exercent de petits métiers, originaires de régions proches ou plus lointaines, sont considérées comme des étrangères. Très jeunes, sans qualification et souvent analphabètes, elles viennent chercher le moyen de subsister. Parmi elles, 80 % sont servantes ou domestiques. Les autres, notamment dans la deuxième moitié du 19^e siècle, sont blanchisseuses, tailleuses, lingères, ou deviennent fileuses dans les grandes manufactures de textile. Leur niveau de vie est particulièrement précaire, d'autant que la coupure avec l'environnement familial constitue un élément de fragilité supplémentaire.

Au 18^e siècle, la pauvreté dans laquelle vivent les servantes entraîne une mortalité importante, même des plus jeunes. Sans compter que, devenues vieilles, elles n'ont ni ressources, ni famille pour les aider à survivre.

Aux 18^e et 19^e siècles, les femmes qui exercent des petits métiers n'ont aucune qualification. Marchandes ambulantes, comme les porteuses de pain ou les vendeuses de guenilles, balayeurs, musiciennes de rue, elles n'ont pas de perspective d'évolution professionnelle. Elles sont nombreuses à se présenter dans les asiles, qui accueillent les indigents, pour recevoir des soins, dans une situation d'extrême urgence. Souvent représentées par les artistes, elles deviennent alors visibles dans une société qui les tient à l'écart de toute promotion.

Des bonnes aux agents d'entretien

Les domestiques, encore nombreuses au début du 20^e siècle, deviennent de plus en plus rares par la suite. Bien que très recherchées encore dans les années 1920, elles préfèrent désormais travailler dans l'hôtellerie, qui se développe et leur offre une rémunération plus importante ainsi qu'une plus grande liberté. Au début des années 1930, les demandes en personnel de maison se tarissent.

Au milieu du siècle, la profession de femme de ménage s'organise.

Les nourrices

Le métier de nourrice connaît des développements importants aux 19^e et 20^e siècles. Du fait des besoins nouveaux liés à l'emploi massif des femmes dans l'industrie, les nourrices sont de plus en plus nombreuses. Elles sont aussi de plus en plus surveillées, leurs missions étant progressivement associées à celles de la santé publique et de l'éveil de l'enfant.

Les premières nourrices exercent cette activité comme un travail d'appoint, à domicile, sans qualification particulière. Les enfants leurs sont confiés très jeunes, parfois quelques jours après leur naissance, et pour plusieurs années. Au début du 19^e siècle, la profession n'est pas encore surveillée et les enfants accueillis peuvent être nombreux, s'ajoutant à ceux du couple, pour garantir des revenus plus conséquents. Les déclarations de décès effectuées par les « pères nourriciers » témoignent de la mortalité, alors importante, des enfants placés.

À la fin du 19^e siècle, les nourrices disposent d'un carnet, délivré à Nantes par les services municipaux, certifiant qu'elles peuvent exercer cette profession. Le règlement d'administration publique y est porté. On y trouve aussi des « notions élémentaires sur l'hygiène du premier âge » et les éléments obligatoires du suivi vaccinal.

Les lavandières et blanchisseuses

Les images des blanchisseuses donnent une fausse idée du quotidien de ces femmes. Elles ne doivent pas manquer d'une solide constitution et d'un fort caractère pour exercer ce métier très physique, dans des conditions souvent pénibles : le froid, l'humidité, le poids du linge mouillé à déplacer et à étendre...

En 1813, Nantes compte 91 « bateaux à laver », sur la Loire et sur l'Erdre. En 1842, ils ne sont plus que 50, plus grands et répondant à des normes de construction dorénavant définies. On les nomme alors « bateaux-lavoirs ». En 1860, entre 600 et 700 femmes y travaillent quotidiennement : laveuses, blanchisseuses, lingères, journalières. Elles sont encore 644 en 1901. Le nombre des bateaux-lavoirs diminue au début du 20^e siècle, du fait notamment du développement des « bains-lavoirs », puis des buanderies dans les maisons bourgeoises. On en dénombre cependant encore 29 sur l'Erdre en 1930.



Lavandière sur la passerelle d'un bateau lavoir, Nantes, 1^{ère} moitié du 20^e siècle, MHN

Les marchandes

La vente est une activité professionnelle à laquelle les femmes ont toujours participé, en témoignent les ordonnances du 17^e siècle et les règlements successifs, à l'intention des « aventeuses » puis des marchandes. Les images pittoresques du 19^e siècle révèlent cependant une vraie fragilité sociale.

Au 19^e siècle, il existe entre 300 et 400 femmes revendeuses ou marchandes de poissons à Nantes. Le marché de la Poissonnerie, construit sur l'île Feydeau, devient le lieu de vente obligatoire en 1810. Là, durant toute la seconde moitié du 19^e siècle et le début du 20^e siècle, les vendeuses de poissons organisent un marché trois fois par jour en été et deux fois par jour en hiver. Critiqué pour son insalubrité et devenu trop petit, le marché est détruit en 1940.

Au 19^e siècle et au début du 20^e, les poissonnières ambulantes sont représentées portant la « câline » de Nantes, en tablier et le panier au bras, arpentant les rues pour proposer aux habitants le poisson, le plus souvent pêché par leur mari. Cette tradition, qui perdure malgré l'obligation de vendre au marché de la Poissonnerie depuis 1810, témoigne d'une activité intense. En 1893, des procès-verbaux sont dressés à leur encontre ; il leur est notamment reproché de gêner la circulation.

Les conditions de travail des poissonnières restent pénibles, car le marché n'est pas assez grand pour toutes les accueillir et les infrastructures demeurent sommaires. Les marchandises ne trouvent pas toujours de place sur les étals et sont souvent présentées à même le sol. Il existe cependant une catégorie de marchandes qui parvient à mieux vivre, car elles s'appuient sur un savoir-faire de qualité. Ainsi, à l'exposition nationale de 1861, 32 Nantaises comptent parmi les exposants qui proposent leurs produits : pièces de broderie, de corsetterie, de bonneterie, de tricots, produits d'horlogerie, fleurs en coquillages ou en perles... Bien que très minoritaires (elles ne sont qu'une centaine sur plus de 2 500 exposants), les femmes ne sont pas exclues des domaines d'excellence.



Marché de la poissonnerie avant 1930, Nantes,
MHN

Les vendeuses et les caissières

Les femmes sont nombreuses à tenir boutique au 19^e comme au 20^e siècle. Parmi elles, il y a les « femmes de » l'artisan ou du commerçant qui est le patron, mais aussi des femmes indépendantes propriétaires de leur petit commerce, débit de boisson ou de tabac. À Nantes, en 1901, on dénombre 50 boulangères et 42 charcutières épouses d'artisans, mais aussi 553 débitantes et 660 épicières. Le domaine de la boutique est donc largement féminin. Si en 1901 les employées de commerce ne sont que 150, et les caissières 37, ces chiffres vont considérablement évoluer avec la création et le développement des grandes surfaces dans l'agglomération nantaise au 20^e siècle.

Les vendeuses ne sont nombreuses qu'à partir de la fin du 19^e siècle. Avant cette date, ce sont essentiellement des hommes qui reçoivent la clientèle et la renseignent. Le changement s'opère définitivement après la mise en place des conventions collectives, en 1936 et 1950, qui contraignent les magasins à libérer leurs personnels deux jours par semaine. Dès lors, les emplois s'établissent sur la base du temps partiel, et les hommes se détournent de ces contrats. Cette organisation du temps de travail est responsable de la féminisation des métiers de la vente.

Vers des carrières : de la sténodactylo à l'assistante de direction

Au début du 20^e siècle, les femmes voient dans l'apprentissage de la dactylographie et de l'écriture sténographique le moyen de « conquérir », enfin, les emplois de bureau. Ainsi, et pour plusieurs générations successives, c'est bien une notion de « carrière » qui apparaît ici.

À Nantes, en 1901, il y a six sténographes et une dactylographe. Dès les années 1920, les jeunes femmes rêvent d'accéder à un nouveau métier, celui de sténodactylo. Les écoles s'ouvrent progressivement à Nantes et les jeunes filles en sont le plus souvent les seules élèves, comme aux cours professionnels féminins de L'Union nantaise. Dès 1935, des cours pratiques de dactylographie sont introduits au lycée Saint-Félix.



Cours de pratique au lycée
Saint Félix, 1935, Nantes,
collection particulière.

L'accès aux formations qualifiantes et les nouveaux métiers « féminins »

La loi Camille Sée fait date, en 1880, en ouvrant l'enseignement secondaire aux jeunes filles. Elle clôt une quinzaine d'années de débats qui ont vu s'affronter les partisans des devoirs fondamentaux de la femme à la maison et ceux de son émancipation. La loi met en place un enseignement spécialement conçu pour les filles, en collège et en lycée, mais sans accès au baccalauréat, qui permet l'entrée dans les études supérieures. Certaines l'obtiennent pourtant, à force d'insistance auprès des recteurs qui leur laissent passer l'examen. À Nantes, l'accès des filles à l'enseignement est particulièrement facilité, grâce notamment à l'« atelier-école » créé en 1869 par Ange Guépin pour l'enseignement professionnel, et au lycée de jeunes filles (le futur lycée Guist'hau), le deuxième ouvert en France. Les deux établissements, pionniers dans leur domaine, se distinguent par la grande qualité des enseignements dispensés.

Destinés à accueillir les fillettes de milieu modeste à partir de sept ans, pour leur dispenser un enseignement pratique qui leur permettra de trouver de l'ouvrage, les ouvriers apparaissent à Nantes dans les années 1840. L'ouvrier de l'asile Saint-Joseph accueille 241 élèves en 1879. L'institution délivre aux meilleures élèves des bons points échangés contre des vêtements, et apporte un secours alimentaire aux plus nécessiteuses. Au programme scolaire de l'école primaire s'ajoutent « tous les travaux de lingerie, le blanchissage et le repassage du linge fin ». Les revenus du travail des élèves, durant leur apprentissage, bénéficient à l'ouvrier. Enfin, elles doivent lui donner, à la fin de leur apprentissage, « trois années de leur temps ». L'école, tenue par 7 sœurs, emploie 17 ouvrières.

En 1869, Ange Guépin crée à Nantes un « atelier-école » ouvert aux jeunes filles. Elles y reçoivent un enseignement général, mais aussi technique et professionnel. L'initiative est remarquable, par la qualité de l'enseignement et par l'approche moderne qui consiste à développer un enseignement professionnel pour les femmes. Il prend modèle sur la première école professionnelle de jeunes filles, créée à Paris, à l'initiative d'Élisa Lemonnier, en 1862.

Floresca Guépin, épouse du docteur Ange Guépin, est très impliquée dans la vie de l'école créée par son mari. Elle écrit vers 1870 : « nous nous sommes donné pour mission de former partout où nous le pourrions des mères de famille intelligentes, des ouvrières capables de fournir au commerce des employées et à l'enseignement des institutrices sachant diriger les travaux manuels ». Elle maintient l'école à flot pendant dix ans après la mort de son époux en 1873, et n'en quitte la direction qu'en 1882.

Si les premiers enseignements portent sur les arts industriels, le dessin et les travaux d'aiguille, un cours d'enseignement commercial est mis en place dès 1887, attirant de plus en plus d'élèves. En 1899, l'école est rebaptisée École pratique (généralement appelée école Vial, du nom d'un généreux donateur) et compte 223 élèves. Après la guerre, les sections commerciales se développent, l'établissement devient collège technique et forme de nombreuses jeunes femmes aux métiers de sténodactylo et d'aide-comptable. Devenu lycée et mixte, l'établissement se distingue dans la formation aux métiers du secteur tertiaire dans la seconde moitié du 20^e siècle.

Les métiers de l'enseignement

Au 19^e siècle, les salles d'asile, ancêtres des classes maternelles, se multiplient, pour prendre en charge les enfants des ouvrières. Ces structures sont tenues par des religieuses ou par des laïques lorsqu'il s'agit de salles d'asile publiques.

À la fin du 19^e siècle, les femmes accèdent aux postes d'enseignantes et de directrices d'école. Elles peuvent désormais accomplir une carrière complète dans le domaine de l'éducation, dans les classes maternelles, qui apparaissent en 1881, comme dans les écoles et les lycées de jeunes filles. À cette époque, elles représentent 55 % du corps enseignant. Le 20^e siècle confirme le monde de l'enseignement comme un pôle majeur de concentration féminine.

Réalisée à l'initiative de comités de patronage, dans un esprit de bienfaisance et un souci de contrôle social, la première salle d'asile apparaît à Nantes en janvier 1834, rue Sarrazin. Elle est suivie, un an plus tard, par la création d'une seconde salle, rue des Olivettes, puis d'une troisième, l'année d'après, dans le quartier des Salorges. Chacune accueille environ 150 enfants. Ils y reçoivent une instruction religieuse, et les bases de lecture, d'écriture et de calcul qui leur permettront d'intégrer l'école primaire. L'enseignement y est délivré par des « maîtresses ».

L'enseignement s'appuie sur les matières principales des écoles élémentaires et sur le catéchisme. En 1855, un décret interdit la présence des hommes dans les salles d'asile. Le métier est alors strictement dévolu aux femmes.

En 1850, l'Association des salles d'asile, qui gère cinq institutions, interpelle le maire de Nantes pour demander la création d'une salle supplémentaire dans le quartier Saint-Clément. Des listes d'attente existent déjà ! Ce besoin croissant témoigne de l'implication des femmes dans le monde du travail et de la nécessité, pour le développement économique général, de prendre en charge les enfants dès le plus jeune âge. Comme l'écrit l'association : « l'industrie réclame le temps de la femme de l'ouvrier. Le travail de tous les deux n'est que suffisant pour faire face aux besoins de la famille ». Ainsi, dans les grandes villes industrielles, en 1869, 60 % des mères déclarent une activité professionnelle.

Moins bien considérées que les enseignantes des écoles primaires, les maîtresses des classes maternelles sont aussi moins bien payées, malgré des horaires beaucoup plus lourds (12 heures par jour en été) et des classes surchargées, qui peuvent compter jusqu'à une soixantaine d'élèves, comme dans cette école de Doulon, en 1904.

Pourtant, depuis les lois Jules Ferry, des changements importants sont apparus : les maîtresses sont aidées par des femmes de service, ont des classes moins nombreuses, et ne font plus que 10 heures par jour en été.

La coexistence de deux types d'institutions, laïques et religieuses, très importante dans l'Ouest de la France et dans la région nantaise, pose très tôt des problèmes. Il n'est pas rare, jusqu'à la fin de la Troisième République, que des cabales soient montées à l'encontre des instituteurs et institutrices laïques, accusés de maltraitance, de conduite immorale, voire soupçonnés de « folie ». Dans tous les cas, la demande des plaignants est de révoquer le personnel enseignant pour le remplacer par des religieuses.

Dès le début du 19^e siècle les femmes accèdent aux postes d'institutrice dans les écoles primaires de filles, grâce au brevet de capacité de deuxième degré et à un certificat de moralité. Leur rémunération reste faible. À Nantes, sur 25 institutrices dans ce cas, 11 sont dites en « position nécessiteuse ». Ce n'est que sous la Troisième République que sont créées les écoles normales d'institutrices, permettant l'accès plus important des femmes à l'école primaire. Les institutrices sont 44 000 en 1900, 100 000 en 1939.

Fonctionnaires depuis 1889, les institutrices doivent attendre 1919 pour voir leurs rémunérations alignées sur celles de leurs collègues masculins.



Atelier de confection de l'école Vial, 2^e année, Nantes, années 1920-1930, ADLA

Les infirmières

Métier féminin s'il en est, celui des infirmières trouve ses origines dans les rôles de garde-malades et d'aide aux plus démunis que remplissent, depuis le 17^e siècle, les religieuses des congrégations nouvellement fondées. Les femmes qui prennent le voile concilient vie spirituelle et vie active. La laïcisation du métier est progressive durant les 19^e et 20^e siècles, accompagnant la mise en place des structures de l'Assistance publique. En 1902, la loi contraint les préfets à ouvrir des écoles régionales pour la formation du personnel hospitalier. Entre 1900 et 1914, une vingtaine d'hôpitaux en France mettent en place des cours à son intention, dont celui de Nantes. Si la Première Guerre mondiale, avec les infirmières de la Croix-Rouge, achève de donner ses lettres de noblesse à la vocation de ces femmes, il faut attendre le mois de juin 1922 pour que le diplôme d'infirmière soit créé et la profession reconnue comme telle.

Durant la Révolution française, à Nantes comme ailleurs, on tente de mettre sous l'autorité de personnels laïques les institutions où sont délivrés les soins. Mais il n'est pas possible de maintenir ces structures sans recourir aux religieuses, que l'on retrouve dans les listes du personnel sous la dénomination « hospitalières ». Ainsi, en 1795, les hospices de Nantes emploient 36 hospitalières et 17 infirmières. « On n'admettra au concours que les veuves sans enfants et les femmes non mariées » : la prescription en dit long sur l'esprit d'abnégation que l'on attend des postulantes aux emplois laïques.

Dans les hospices civils, les hospitalières sont particulièrement bien rémunérées. À Nantes, en 1806 comme en 1839, elles font partie du personnel le mieux rétribué, notamment lorsque l'on compare leurs rémunérations à celles des infirmières laïques. Mais ce statut privilégié est relatif : elles gagnent, à tâches égales, entre 25 et 30 % de moins que leurs collègues masculins...

Durant la Première Guerre mondiale, Nantes se distingue par le nombre de ses hôpitaux. Beaucoup d'entre elles, venues spontanément apporter leur aide dans les hôpitaux auxiliaires, ne disposent que d'une formation sommaire et délaissent la profession au retour de la paix.

La question de la qualité de l'enseignement est cruciale dans l'évolution du métier d'infirmière, notamment au 20^e siècle. Si le diplôme existe depuis 1922, il n'est obligatoire pour exercer dans les établissements publics et privés agréés qu'à partir de 1938 ! Quant à la place des hommes, elle n'est pas sans poser question. Dès 1926, certains filières leurs sont interdites, comme la médecine des femmes, celle des enfants et la chirurgie.



Hôtel Dieu, salle des élèves infirmières, première moitié du 20^e siècle, Nantes, collection particulière.

Action sociale et puériculture

Les métiers de l'action sociale se mettent en place progressivement. La profession d'assistante sociale se dégage peu à peu de ses origines caritatives, un diplôme spécifique est créé en 1932. La toute petite enfance, quant à elle, reste longtemps négligée. Après la Seconde Guerre mondiale, alors que plus de 800 000 femmes travaillent, la France ne compte encore que 102 crèches. Mais la création des diplômes de puéricultrice en 1947 témoigne d'une prise de conscience des besoins.

D'abord orientées vers les secours aux personnes démunies, les assistantes sociales voient leurs zones de compétences s'élargir rapidement au monde de l'entreprise avant la Seconde Guerre mondiale, puis dans les domaines des services publics : hôpitaux, sécurité sociale, allocations familiales, services administratifs...

Dès 1846, une crèche est fondée à Nantes, dans le quartier Notre-Dame. Elle accueille « 21 berceaux et 8 lits de camp ». Bientôt, deux autres sont mises en place, dans les quartiers de Saint-Similien et Saint-Donatien. Les enfants y sont gardés jusqu'à l'âge d'entrée en salle d'asile, soit jusqu'à deux ans et demi. Le personnel y est entièrement féminin : une dame patronnesse en assure la direction, aidée de plusieurs dames inspectrices, d'une berceuse en chef et de berceuses, parfois auxiliaires. En 1849, une berceuse est payée 23 sous par jour, ce qui reste un revenu particulièrement modeste.

En mai 1830, les Brasseries nantaises inaugurent une crèche pour les membres de leur personnel. Ainsi, les ouvrières font un détour par la rue de la Poignée, pour y déposer leurs enfants avant de rejoindre l'usine. La crèche peut accueillir 30 enfants. À l'heure où le patronat s'intéresse aux œuvres sociales, la démarche n'est pas nouvelle, surtout dans les entreprises nantaises ; elle est cependant saluée dans la presse. La direction de l'établissement est confiée à une femme, Mademoiselle Bernier.

Les grandes concentrations de main-d'œuvre féminine

Dès le 18^e siècle, les Nantaises travaillent dans les grandes manufactures textiles qui produisent les toiles imprimées. Au 19^e siècle, elles sont nombreuses dans les industries agroalimentaires, et ne sont pas rares non plus dans la métallurgie, confectionnant, entre autres choses, les boîtes de conserve. Au début du 20^e siècle, 38 % des femmes actives travaillent comme ouvrières dans les usines, dont un quart dans le textile. La Première Guerre mondiale, qui les fait entrer à des postes jusque-là réservés aux hommes, marque une évolution, sinon un tournant. Les efforts de mécanisation postérieurs leur ouvrent de nouvelles portes. Enfin, au 20^e siècle, on rencontre aussi les femmes « à la chaîne » dans certaines activités du secteur tertiaire, comme aux PTT.

Les Nantaises ne sont pas passées à côté des grandes révolutions économiques des deux siècles derniers, elles y ont tenu un rôle primordial.

L'industrie textile : Les indienneuses

Secteur traditionnel de la main-d'œuvre féminine, l'industrie textile a toujours employé des femmes pour les opérations de filage et de tissage. La mise en place des grandes manufactures de toiles imprimées nantaises, au 18^e siècle, transforme l'activité, qui se faisait souvent au domicile, en activité industrielle. Dans la seconde moitié du 19^e siècle, les ouvrières sont formées par les entreprises à la mécanisation. Lassées de toucher des rémunérations leur permettant à peine de vivre, elles expriment des revendications salariales. La grève de 1936 menée par les ouvrières de la Société parisienne de confection, à Nantes, composée à 54 % de femmes grévistes, obtient des résultats positifs.

N'appartenant pas à l'élite des indiennes, les femmes ont des difficultés à voir leurs compétences reconnues dans le domaine de l'industrie textile au 18^e siècle. On les rencontre traditionnellement dans les opérations de filage du coton, qui ne nécessitent aucune véritable qualification. Pourtant, il arrive qu'elles occupent de meilleures places, mais cela n'est pas du goût de leurs collègues... Ainsi, en 1787, les imprimeurs d'indiennes nantais organisent une coalition à l'encontre d'une manufacture qui emploie des femmes pour l'impression, l'une des tâches les plus valorisantes. Ils parviennent à leurs fins : la manufacture renonce à féminiser cette fonction.

La manufacture Petitpierre est une des plus anciennes et prospères manufactures textiles de Nantes. En 1790, elle emploie 4 300 indienneuses, dont 800 ouvrières. Les femmes occupent principalement des postes peu qualifiés, elles rehaussent au pinceau certaines toiles polychromes, notamment en posant le bleu indigo). Ce travail est fastidieux, mal rémunéré et toxique, car le bleu indigo contient du sulfure d'arsenic. Au 19^e siècle, alors que l'impression au rouleau de cuivre a remplacé celle à la planche de bois, les femmes qui avaient accédé aux postes d'impression des couleurs se voient définitivement exclues de ces tâches.

À la fin du 19^e siècle, les ouvrières du textile nantaises sont payées en moyenne 1,50 franc à 2 francs de moins par jour que les ouvriers des autres secteurs. Il en va de même lorsqu'elles travaillent dans la confection leur salaire ordinaire est parmi les plus faibles, avec les blanchisseuses.

La manufacture des tabacs

Une première manufacture des tabacs s'ouvre à Nantes dans des ateliers provisoires en 1857. Le nouveau bâtiment, en fonction après 1865, accueille au plus fort de son activité près de 2 000 salariés, dont plus de 90 % sont des femmes. Pour beaucoup d'entre elles, la société de secours mutuel, mise en place en 1858, et la crèche, créée en 1861, sont de véritables avantages sociaux. Cette avancée ne doit cependant pas masquer d'autres réalités : les ouvrières ne reçoivent aucune indemnité journalière lors des accouchements ou des arrêts liés à leur grossesse...

Les photographies prises en 1927 dans les différents ateliers montrent l'importance numérique et stratégique des femmes dans l'entreprise. Mis à part les ateliers d'ajustage et de réparation, on les rencontre partout, dans les ateliers de préparation générale, sur les machines à cigares, dans les ateliers de robage, de capage, de paquetage, d'emboîtage... Si elles constituent l'essentiel du personnel ouvrier, on les rencontre également parmi les cadres techniques. Enfin, elles sont aussi nombreuses que les hommes parmi les membres du bureau syndical.



Atelier de groupage de cigarettes, Nantes, 1927, CHT

Les industries chimiques

Dans les industries chimiques, les femmes font parfois les tâches les plus pénibles. Ces travaux les moins qualifiés sont aussi les moins rémunérés. Ils sont cependant indispensables à la survie de certains ménages. C'est le cas notamment des trieuses d'os de l'entreprise Kuhlmann à Nantes, qui produisait de l'engrais animal.

Les industries agroalimentaires

Dans les industries agroalimentaires les femmes sont nombreuses. Au 19^e siècle, on les trouve souvent aux postes les moins qualifiés, mais il faut relativiser. Elles ne sont pas « que » des petites mains dans l'entreprise ; on les rencontre en nombre et en qualité, dans les biscuiteries, les conserveries et les confiseries, notamment chez LU, BN, Amieux ou Saupiquet...

Les ouvrières qui travaillent au début du 20^e siècle pour Lefèvre-Utile et la Biscuiterie nantaise sont essentiellement cantonnées à des tâches de mise en boîtes des biscuits, mais elles peuvent aussi occuper des postes plus techniques et généralement considérés comme masculins. C'est le cas de cette femme qui travaille au sertissage des boîtes *tin*, ces grandes boîtes métalliques qui contiendront les biscuits, ainsi que le montre la photographie prise chez LU dans les premières années du 20^e siècle.

Dans les conserveries, la main-d'œuvre est souvent féminine, d'origine rurale ou côtière. L'activité est saisonnière et une partie des tâches peut être effectuée à domicile. C'est le cas notamment de l'équeutage ou de l'éboutage de certains légumes, et cela jusqu'au milieu du 20^e siècle. Dans l'entreprise Amieux, en 1950, les femmes représentent 85 % du personnel.

La métallurgie

Nantes, qui se distingue par l'importance de ses conserveries, voit se développer de grandes entreprises de ferblanterie au 19^e siècle. Les femmes y travaillent à la chaîne, dans les ateliers de sertissage et de mise en caisses. Là encore, elles occupent les emplois les moins qualifiés et gagnent des revenus plus faibles que ceux des hommes. Ainsi, chez Carnaud, en 1890, un soudeur-boîtier peut gagner 4,90 francs par jour, un ajusteur 4 francs, quand une ouvrière gagne en moyenne, pour la même journée de 10 heures, 1 franc. Les femmes n'accèdent aux postes qualifiés qu'après 1936 avec la promotion au grade d'ouvrière spécialisée, mais aujourd'hui encore 70 % de celles qui travaillent dans l'industrie occupent des emplois sans qualification réelle.

Les femmes, durant la Première Guerre mondiale, remplacent les hommes aux postes qu'ils tenaient jusque-là. Dans la métallurgie, elles fabriquent armes et munitions. Aux forges de Basse-Indre, les contrôleuses d'obus posent pour le photographe de l'entreprise avec les produits de leur travail... Après la guerre la plupart d'entre elles ne retrouveront pas de poste qualifié dans l'entreprise, et reprendront les tâches les plus harassantes et les moins bien rémunérées.

Créée en 1822 par des industriels britanniques, la Compagnie des forges de Basse-Indre connaît des débuts difficiles. L'activité est relancée en 1890 par un ferblantier parisien : Jules Joseph Carnaud. L'entreprise se spécialise dans la production du fer-blanc et emploie des femmes dans les ateliers de confection des boîtes. C'est en 1927 que les premières équipes à la chaîne démarrent dans les usines du groupe J. J. Carnaud installées à Chantenay. Le sertissage des boîtes est alors mécanisé et remplace la soudure telle qu'elle existait à la fin du 19^e siècle. La diminution des besoins en main-d'œuvre touche désormais de plein fouet les ouvrières qui occupaient ces postes.

Après la guerre, les besoins croissants de main-d'œuvre dans la métallurgie sont comblés par l'arrivée massive d'étrangers. À Basse-Indre et à Couëron, les ouvrières viennent en grande partie de Pologne, mais aussi d'Espagne et d'Italie. Sans qualification à leur arrivée, elles sont d'anciennes ouvrières agricoles ou de simples ménagères qui ont suivi leur mari, alternant périodes d'activité et de chômage.

Le secteur tertiaire : de nouvelles concentrations de la main-d'œuvre féminine

Les femmes travaillent massivement dans le secteur tertiaire. Elles n'y effectuent pas que des métiers de service. Dans bien des cas, à l'exemple de ce qui se met en place à la Poste, elles exercent des emplois « à la chaîne ». C'est le cas des standardistes, organisées jusqu'en 1969 en « brigades » pour assurer la continuité du service dans les grands centraux téléphoniques, ou des femmes qui travaillent dans le domaine des chèques postaux.

Dans les grands centraux téléphoniques, pour des raisons budgétaires, l'État décide de n'employer que des femmes. Assises sur des tabourets, les téléphonistes assurent la relation des abonnés entre eux, encadrées par des surveillantes qui organisent leur travail et veillent à son bon déroulement. Le rythme est intense, les gestes répétitifs, les horaires contraignants avec des amplitudes importantes, très tôt le matin et tard le soir.

De l'exception à la norme : l'accès à tous les métiers

Le 20^e siècle se distingue par l'accès des femmes à tous les métiers. Dans l'industrie, elles se voient confier les métiers les plus pénibles, les plus difficiles, ceux dont personne ne veut, à l'image des trieuses d'os de l'entreprise Kuhlmann.



Chaîne de sertissage de l'usine Carnaud, milieu 20^e siècle, Nantes. CHT